

La voix de l'opposition de gauche

Le 16 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Les derniers documents publiés n'étaient pas accessibles à cause d'une erreur d'adresse que j'ai corrigée, mes excuses. Personne ne m'en a informé, merci !

Les dernières infos présentes dans cette causerie datent de mercredi, vendredi je ne me suis pas connecté à Internet, et j'ai actualisé le portail samedi matin. Finalement on en est rendu à consacrer davantage de temps à combattre la démagogie qui sévit dans notre camp. Vous me direz que c'est toujours combattre pour la bonne cause, certes, mais on peut se demander à quoi cela sert, comme le reste d'ailleurs, il vaut mieux rester lucide que se raconter des histoires auxquelles on ne croira jamais.

Les bonimenteurs et les beaux parleurs ont plus de succès que moi. Je ferais peut-être mieux de sacrifier mon temps et mon argent à mon entourage qui m'apprécie à ma juste valeur. J'ai exactement le même comportement dans la vie que dans ces causeries, je ne sais pas tricher et je suis réfractaire à tout masque. Je leur apporte quelque chose et ils m'en sont gré. Ils sont peut-être intéressés, nous le sommes tous dans des catégories diverses, assez d'hypocrisie, sinon nous n'aurions aucun rapport avec personne, car il n'existe pas de relations qui ne soient pas sans intention, ce serait contraire à la nature de la matière.

Il n'existe qu'une seule contradiction dans mon comportement, c'est le fait d'être resté inorganisé, et si j'accepte cette critique, c'est parce que j'en ai conscience et je l'assume. Je ne peux pas rejoindre une formation politique dont le programme ou les dirigeants ne me conviennent pas ou les deux à la fois, je ne peux pas m'y résoudre bien que la tentation soit grande, car j'aurais l'impression de trahir mes convictions et mes principes, ce serait suicidaire et je n'y tiens pas, c'est la seule chose qu'il me reste.

Ma tolérance au renoncement à ses limites, et j'en sais quelque chose puisqu'elles sont mises à contribution quotidiennement en vivant parmi la classe ouvrière indienne. Ce que je supporte, bien peu pourraient le tolérer sans juger les gens que je côtoie ou sans arrière-pensées peu flatteuses. Je m'en abstiens parce que leur condition me meurtrit ou me peine profondément, et je ne tiens pas à gâcher la joie qu'ils se font de me témoigner leur reconnaissance ou leur attachement, leur tendresse aussi. Ce n'est pas parce qu'ils souffrent énormément qu'ils seraient insensibles, bien au contraire, même si cela ne se manifeste pas comme on s'y attendrait. Le fardeau de l'existence est comme un masque poisseux qui vous colle à la peau, dont il faut se défaire ou faire abstraction pour que la vraie nature de vos sentiments puissent s'exprimer ou pour renouer avec elle, et si je n'en connais pas de plus grands, je ne connais pas de plus grande satisfaction que les partager avec eux.

Avec ce portail ou par le biais d'un écran, c'est impossible d'espérer aboutir à quelque chose de comparable. Vous me direz que ce n'était pas fait pour cela. Certes, mais il faut tout de même convenir que sans cela toute tentative de créer un réseau ou un cadre organisationnel quelconque, même informel, était condamné d'avance. Et je peux vous dire que je ne ménage pas les Indiens ou la peine que je prends à me rendre désagréable à leurs yeux sans qu'ils m'en tiennent rigueur ou me le reprochent puisqu'ils savent que c'est justifié ou jamais malintentionné de ma part, peut-être ont-ils atteint un degré de souffrance et de frustration qui les met à l'abri de toute méprise sur mes intentions, que mes lecteurs n'ont pas atteint ou ne connaissent pas, et comme je ne leur souhaite pas et je n'ai pas l'intention d'attendre qu'ils en soient arrivés-là, je ferais sans doute mieux de consacrer plus de temps aux gens avec lesquels j'ai de véritables relations.

Je sais que dans la vie il existe des obstacles infranchissables et que personne n'y peut rien, donc je n'en veux à personne. Donc si un jour je cessai d'actualiser le portail, au moins vous sauriez pourquoi. J'ai évoqué cette éventualité à de nombreuses reprises, et vous savez ce qu'on dit, cela arrivera bien un jour, non mais là encore c'est dialectique, c'est merveilleux ! On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas d'être connus, mais c'est toujours mieux que l'indifférence ou le mépris. Et puis ce n'est pas parce qu'on croit les connaître qu'on les connaîtrait vraiment, j'ai envie de dire, sinon cela se saurait ou se verrait, le monde

se porterait mieux, or ce n'est pas le cas d'après mes observations. A défaut d'avoir pu passer la soirée à discuter avec quelqu'un, j'ai livré ce que j'avais sur la conscience et cela a soulagé ma solitude.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Une analyse sur la situation en Algérie.

- Algérie: Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolte de la dignité par Saïd Bouamama (Investig'Action) - Mondialisation.ca, 11 mars 2019

Les manifestations populaires du 22 février 2019 qui se déroulent de manière simultanée dans la plupart des grandes villes algériennes mais aussi dans de très nombreuses villes moyennes constituent indéniablement l'ouverture d'une nouvelle séquence historique dans l'histoire politique algérienne. Elles marquent l'entrée sur la scène politique d'une nouvelle génération socialisée au cours des deux dernières décennies c'est-à-dire après le traumatisme qu'a constitué la décennie noire[i]. Celles-ci se caractérisent en effet sur le plan économique par la polarisation croissante entre une minorité sociale cliente de l'Etat rentier en enrichissement scandaleux et une grande majorité en paupérisation continue du fait des politiques libérales de désindustrialisation, de privatisation et de casse du service public[ii]. Elles se caractérisent sur le plan politique par l'absence d'alternative crédible du fait de la tentative d'imposition par l'Etat algérien et les classes qu'il représente d'un jeu binaire que n'ont pas remis en cause les partis « d'opposition » en raison de leur adhésion à la libéralisation économique engagée par l'Etat à marche forcée : le chaos ou la résignation[iii]. Elles se caractérisent sur le plan « identitaire » par l'intégration du courant de « l'islam politique » au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie compradore[iv]. Elles se caractérisent sur le plan sociologique par une urbanisation croissante, une pyramide des âges gardant une base très large, un taux de scolarisation élevé et une ouverture sur le monde par le biais des réseaux sociaux[v]. Elles se caractérisent enfin sur le plan des expériences de vie de cette jeunesse par la restriction du champ des possibles à la débrouille et la « haraga[vi] ». C'est ce cocktail explosif qui arrive à maturité avec l'annonce du cinquième mandat faisant de celui-ci le prétexte conjoncturel qui exprime une causalité systémique à l'image d'une digue qui explose après l'accumulation continue et invisible d'une pression au cours des deux dernières décennies.

Le règne des charognards

L'excellent ouvrage de l'économiste Abdelatif Rebah, Le développement national contrarié[vii], restitue l'histoire du vaste processus de « réformes économiques » qui conduira à la situation économique actuelle. Ce processus inauguré par le président Chadli Bendjedid et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards[viii] sous l'action de trois procédés.

Le premier est appelé officiellement la « cession des biens de l'Etat » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maîtres et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. « Le différentiel entre le prix de cession par l'Etat et le prix de revente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. Dans le contexte du monopole immobilier de l'Etat, des plus-values de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de dinars vont être réalisées par des particuliers les projetant à la tête de fortunes appréciables sans aucun effort productif[ix] » résume l'économiste Abdelatif Rebah. « Le problème majeur de cette décision historique réside dans le fait que le parc de villas de maître, parfois classifiables comme monuments historiques, a été bradé à vil prix à des dignitaires du régime et à leurs proches[x] » confirme le politologue Rachid Tlemçani.

Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. A l'image des villas et maisons de maître les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire souligne Rachid Tlemçani :

L'opération de dissolution-privatisation ne vise pas à se débarrasser des canards boiteux, souligne le ministre Mourad Benachenhou, pour ne conserver que les entreprises performantes. Même les entreprises rentables et solvables seront vendues dans le futur. [...] La bourgeoisie algérienne, de nature rentière et spéculative, ne sera pas intéressée à acheter des entreprises au prix du marché. D'ailleurs, le législateur a

prévu cette éventualité. Au terme de deux appels à la concurrence requis par la loi, le gouvernement est autorisé à les céder de gré à gré, ouvrant ainsi la voie du bradage, tant redoutée par l'opinion publique[xi].

Le troisième procédé fut la destruction progressive du monopole d'Etat sur le commerce extérieur avant d'être tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi des finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, de biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste[xii]. » Malgré des périodes de ré-étatisation partielle du commerce extérieur (sous le gouvernement Belaïd Abdesslam de juillet 1992 à octobre 1993 par exemple) le modèle ne changera plus et même sera renforcé par l'accord signé avec l'Union Européenne en 2002. De nombreux acheteurs d'entreprises publiques cessent toute activité productive et se transforment en importateurs et en spéculateurs.

Ce vaste mouvement de redistribution des richesses nationales en faveur d'une minorité spéculative s'accélère au cours de la décennie noire pendant que le peuple algérien est entré sur des préoccupations de survie. Les éléments constitutifs du « système » comme disent les manifestants algériens sont réunis et peuvent se résumer comme suit :

Les positions de monopole sur les centres de décision se sont mues en sources de « rentes régaliennes » impulsant par le haut un mécanisme à la fois incitatif et sélectif d'accumulation de fortunes dispensées de contrôle et de réglementation. Ce qu'on ne désigne plus désormais que par l'appellation de « système » va ainsi abriter un vaste mécanisme irrigué par les revenus pétroliers, de transfert de valeur du secteur étatique vers le secteur privé, des activités productives vers celles du commerce et la spéculation, des salariés vers les spéculateurs, du travail productif vers la contrebande et l'informel[xiii].

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'Etat et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bouteflika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune leur homme à la tête de l'Etat est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet Etat en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenclatura civile et militaire reconvertie dans les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux[xiv] ».

C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie. C'est ce que résumant les syndicalistes du bastion ouvrier de Rouïba, apportant leur soutien total au mouvement populaire contre le cinquième mandat tout en alertant sur les manoeuvres des ultralibéraux, et en précisant l'orientation à donner à la rupture avec le système pour que celle-ci ne se limite pas à un changement de propriétaire pour le mieux et à une aggravation du pillage pour le pire :

Sur insistance des travailleurs et des sections syndicales, l'Union locale UGTA de la zone Industrielle Rouiba/Reghain, s'est réunie en date du 06 Mars 2019 pour débattre de la situation actuelle que traverse l'Algérie et du mouvement populaire en cours. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement de système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'Etat dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical[xv].

Les slogans criés lors des manifestations populaires indiquent une réelle conscience politique du contexte qui s'approfondit avec l'inscription dans la durée du mouvement. Au slogan initial de « non au cinquième mandat » s'ajoute désormais celui de « système dégage ». D'autres slogans dénoncent les « sérakin » (voleurs) du pouvoir. D'autres enfin répondent au chantage au chaos en clamant que « l'Algérie n'est pas la

Syrie ». Ces slogans indiquent que derrière le déclencheur qu'a été le refus du cinquième mandat, c'est bien une causalité systémique qui est visée par la colère populaire.

L'absence d'alternative à court terme

Le caractère inédit du mouvement social actuel ne doit cependant pas occulter les difficultés auxquelles les aspirations populaires sont confrontées. Les partis d'opposition ne sont pas en mesure de constituer un débouché politique à la contestation populaire. Pour les plus importants, ils partagent les choix libéraux du pouvoir et ne jurent que par l'économie de marché qu'ils promettent de réguler.

En ne prenant pas en compte le combat contre les orientations économiques et sociales du pouvoir, ils se sont progressivement mis en décalage avec l'immense majorité des classes populaires. Composés essentiellement de membres des couches moyennes et Algérie: intermédiaires, ils n'apparaissent pas comme une alternative crédible aux yeux de ceux qui foulent les pavés des villes algériennes.

Par ailleurs l'ampleur du pillage de ces trois dernières décennies ne pouvait se réaliser qu'en corsetant par la répression toute tentative d'émergence de nouvelles forces politiques populaires autonomes du pouvoir. Les conditions drastiques pour la création d'un parti, l'interdiction des manifestations avec la mise en avant de prétextes sécuritaires, l'instrumentalisation et la récupération de leaders de luttes sociales, la répression des mouvements sociaux, le contrôle de l'information, etc., sont autant de facteurs qui ont contribué à la production d'une carence d'expression politique en dépit d'une colère sociale populaire massive.

Le pluripartisme de façade masque la monopolisation du champ politique par les partisans du libéralisme économique qui est la véritable cause de la situation actuelle. Le rejet massif des forces politiques soutenant le pouvoir comme de celles prétendant s'y opposer se traduit dès lors dans l'abstention massive. Cette dernière ne doit pas s'interpréter comme un signe de dépolitisation mais au contraire comme un mode de contestation politique souligne pertinemment la politologue Louïsa Dris-Aït Amadouche :

L'expérience du multipartisme et des élections plurielles en Algérie est récente. Or, l'abstention qui marque de façon de plus en plus frappante les scrutins constitue un comportement électoral révélateur d'une profonde crise de confiance. L'abstention est d'abord liée à un système qui a réformé ses procédures sans changer ses logiques de fonctionnement. Il en résulte un code électoral dissuasif, des résultats officiels suspects et une présomption de culpabilité en matière de fraude électorale. L'abstention est, ensuite, directement liée à l'offre politique. Son personnel, ses propositions et ses résultats conduisent les électeurs à se désintéresser sinon de la chose politique, tout au moins de la chose électorale. L'abstention est, enfin, la conséquence d'un électorat échaudé, démobilisé, suspicieux et exigeant. En 1990, les Algériens ont massivement voté contre les symboles du régime FLN. En 1995, ils se sont massivement rendus aux urnes pour rejeter le terrorisme. Dans les deux cas, le vote était accompagné d'un espoir de changement. Depuis, les électeurs ne votent plus « contre » des idées ou « contre » des personnes, ils s'abstiennent[xvi].

Le constat est encore renforcé par la jeunesse de la population algérienne. Si toutes les générations sont présentes dans les manifestations, la part de la jeunesse y est prépondérante. Ces jeunes qui sont pour les 16-24 ans à près de 30 % au chômage n'ont connu que le pouvoir de Bouteflika et de sa clientèle. Ils ont été les témoins de retournements, de négociations de ralliements, de créations artificielles de partis, d'instrumentalisations de leaders et de luttes, les tentatives d'achat de la paix sociale par la distribution d'aides et de subventions quand les recettes pétrolières sont à la hausse, etc., les conduisant à un rapport sceptique à l'offre politique quand ce n'est pas à un rejet radical.

Le vide politique voisine donc avec une maturation et une prise de position politique résultant à la fois d'un long héritage et de l'expérience concrète des deux dernières décennies. L'aspiration à l'égalité sociale investit par la paysannerie et les travailleurs algériens dans la lutte de libération nationale s'est transmis en dépit de l'instrumentalisation de celle-ci par les tenants du pouvoir afin de se légitimer. En témoigne la place de l'hymne national dans les manifestations. En témoigne également l'accueil fait à l'héroïne de la résistance qu'est Djamilia Bouhired lorsqu'elle est venue apporter son soutien aux manifestants. La maturation est également issue de l'expérience récente marquée par la mise en évidence de l'impasse que constituent les forces se revendiquant de « l'islam politique » mais aussi par le spectacle des soubresauts des dites « révolutions arabes ». Comme le souligne la sociologue Fatma Oussedik :

Les personnes de référence ne sont donc plus Ali Benhadj et Abassi Madani, vêtus de djellabas, se revendiquant du seul texte religieux. Depuis les années 1990, ce courant a donné naissance à une « bourgeoisie pieuse », voire une petite bourgeoisie qui a voyagé, qui n'a pas que l'Arabie Saoudite comme horizon. Avec les dérives syrienne et libyenne, les voyages en Turquie, les islamistes algériens ont connu un relooking. Ils ont des intérêts matériels sur les marchés informels d'El Eulma, de Jolie-Vue. Ils craignent des ruptures trop brutales. Certes, il demeure des courants plus plébéiens, mais les directions des partis islamistes sont tenues par ces islamistes New look. Cette évolution a signé la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation[xvii].

Cette expérience récente a trouvé ses lieux de socialisation dans la rue, dans les associations et collectifs informels, au café mais aussi dans les stades de foot comme en témoigne la reprise des airs des chants de supporters comme support des slogans des dernières manifestations. En témoigne également la présence des femmes, portant le voile ou non, jeunes ou plus âgées dans les cortèges. Cette maturation politique ne change cependant rien au fait qu'il n'existe pas de forces politiques crédibles susceptibles de servir de relais au mouvement social. Le manque d'une force politique populaire est une donnée essentielle de la situation actuelle. Comme le souligne l'économiste Omar Benderra avant le déclenchement du mouvement populaire : « Face au libéralisme mafieux imposé par la dictature, la population oppose une tradition d'égalitarisme et de justice très ancrée, fort éloignée des dogmes et des idéologies. En attendant l'inévitable recomposition du champ politique, il ne reste donc « de gauche » que ce que le peuple, dans ses profondeurs, a conservé en termes de refus de l'injustice et de l'arbitraire, de résistance au diktat impérialiste en Palestine et d'opposition à l'alignement sur l'Occident[xviii]. »

Le paradoxe d'une conscientisation politique en progrès voisinant avec un vide d'offre politique crédible caractérise la situation algérienne actuelle. Si la rupture avec le système est le mot d'ordre commun de tous les manifestants, ceux-ci appartenant à des classes sociales différentes (des chômeurs à certains chefs d'entreprise en passant par la petite bourgeoisie), un des enjeux clef réside dans le contenu mis à cette rupture. Comme le souligne le journaliste Hocine Bellaloufi en se référant à la définition de Lénine[xix] sur les conditions d'une situation révolutionnaire : « Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'ont exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accroissent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore[xx]. »

Un contexte géostratégique à haut risque

L'enjeu algérien est également à resituer également dans son contexte international qui est celui d'une séquence historique mondiale marquée par une exacerbation sans précédent dans l'histoire récente des contradictions entre grandes puissances impérialistes pour la maîtrise des sources d'énergies et des matières premières stratégiques, pour le contrôle des zones géostratégiques et pour entraver l'accès des concurrents (et en particulier des économies émergentes) à ces ressources et zones. La fin des équilibres issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS a ouvert cette séquence qui est loin d'avoir encore montré toutes ses conséquences.

Une des conséquences les plus dramatiques pour les peuples est la multiplication des guerres entre ces puissances par pays interposés ou par intervention directe. Comme pour comprendre la situation algérienne, il convient désormais de prendre le réflexe analytique consistant à rechercher systématiquement la cause réelle qui se cache derrière le prétexte apparent. Pour les besoins de légitimation de ces guerres tous les prétextes possibles sont et seront mobilisés : défense d'une minorité opprimées, droits des femmes, lutte contre un dictateur, lutte contre le terrorisme, etc. Si nécessaire la logique du « pompier pyromane » peut même être mobilisée comme en témoigne la situation au Mali où après avoir freiné les capacités d'intervention de l'armée malienne, la France s'est présentée en sauveur face à la menace des rebelles sur la capitale. En témoigne également la situation au Venezuela où les sanctions économiques des USA tentent d'instaurer la pénurie pour pouvoir arguer de la nécessité d'une intervention militaire pour aider un peuple en danger. Des luttes et des revendications justes et légitimes peuvent ainsi faire l'objet de stratégie de récupération et d'instrumentalisation à des fins prédatrices.

L'Algérie et les richesses qu'elle représente n'échappaient pas à ce contexte dans le passé et n'y échappent pas plus aujourd'hui. Ce fut le cas lors de la décennie noire au cours de laquelle les USA comme l'Union européenne ont conforté certaines forces rebelles à certains moments puis les ont lâchées à d'autres en fonction des concessions du pouvoir et des accords avec lui. De même les puissances occidentales tentent depuis des années d'amener l'armée algérienne (la seconde armée en Afrique du Nord après l'Egypte) à

participer à ses interventions en Afrique subsaharienne. Si jusqu'à présent la réponse fut négative, la tentation d'utilisation de la crise politique actuelle pour imposer un changement de cap soit en soutenant un pouvoir plus conciliant, soit en épaulant les tenants actuels n'est pas à exclure. Nul doute que les chancelleries des grandes puissances élaborent (et modifient ceux-ci en fonction de l'évolution de la situation) les différents scénarios leur permettant de sauvegarder leurs intérêts ou de les développer en marginalisant le concurrent en place.

Sur cet aspect également la maturité des manifestants est notable comme en témoigne l'insistance des manifestants sur le caractère pacifique de leur mouvement. Sur cet aspect également ils ont appris des guerres qui ont endeuillées le monde ces dernières années. Cela étant dit personne ne peut, en l'état de la situation prédire l'avenir et la vigilance doit rester de mise.

Notes :

[i] Si les évaluations des victimes de cette décennie ne font l'objet d'aucun consensus, le caractère massif des dégâts humains est indéniable : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de traumatisés et d'handicapés, des milliers de femmes violées, des milliers d'exilés, des millions de disparus, des millions de déplacés. Ne pas prendre en compte le traumatisme collectif que constitue une telle expérience de vie et de mort s'est se condamner aux conclusions erronées sur les réactions populaires algériennes qui fleurissent dans la presse française : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas connue de « printemps arabe » ?, la soi-disant dépolitisation de la société algérienne, la pseudo absence de contestations sociales signant une toute aussi illusoire atonie des classes populaires, etc.

[ii] Pour ne citer qu'un indicateur rappelons que 14 millions d'algériens vivent sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire 35 % de la population et que 10 % des algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) datant de 2015 : <https://www.algerie-focus.com/2015/10/14-millions-de-pauvres-en-algerie10-dalgeriens-detiennent-80-des-ressources-du-pays/>. Si les chiffres officiels indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office National des Statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013 : <https://algeriawatch.org/?p=13682>.

[iii] La dernière déclaration du président Bouteflika du jeudi 7 mars indique que le pouvoir tente toujours d'imposer cette logique binaire en dépit de l'ampleur des manifestations : « Nous nous devons d'appeler à la vigilance et à la prudence quant à une éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (...) susciter la Fitna (discorde) et provoquer le chaos avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme crises et malheurs. », <https://www.rtl.fr/actu/international/algerie-abdelazizbouteflika-met-en-garde-contre-un-risque-de-chaos-7797151460>.

[iv] Le compromis qui a mis fin à la décennie noire s'est développé par l'intégration au sein du clientélisme d'Etat d'une partie des leaders « religieux » et par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale issues de cette origine en échange de la fameuse « réconciliation ».

[v] Dans un excellent article en date du 7 mars, la sociologue Fatma Oussedik résume comme suit les principales données caractérisant la population algérienne : 70 % de la population est urbaine, le taux de croissance de cette population reste élevé avec un taux de croissance de 2.89 % par an, les moins de 15 ans représentent 29.7 % de la population et les moins de 30 ans comptent pour 54 %. Ramenant le nombre de manifestants à la population active, elle souligne : « Les 3 millions qui ont manifesté représentent, selon nous, environ 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités présents. », <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[vi] Le terme « haraga » signifie littéralement « ceux qui brûlent ». Il désigne l'acte de risquer sa vie en tentant la traversée de la méditerranée sur des embarcations de fortune. Le président de la région de Sardaigne en Italie évaluait ainsi à 1106 le nombre d'algériens débarqués sur la seule côte sud-ouest de l'île en 2016, <https://www.algeriepatiotique.com/2017/09/27/recrudescence-inquietante-de-migration-algeriens-vers-litalie/>.

[vii] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, Alger, INAS, 2011.

[viii] Nous empruntons ce terme au politologue Rachid Tlemçani : *Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie*, El Hikma, Alger, 1999.

[ix] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, op.cit., pp. 65-66.

[x] Rachid Tlemçani, : *Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie*, op. cit., p. 96.

[xi] Ibid, p. 95.

[xii] Mehdi Abbas, *L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme*, *Revue Tiers-Monde*, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.

[xiii] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, op.cit., p. 66.

[xiv] Abdelatif Rebah, *Un élan populaire pour une alternative de progrès social*, *El Watan* du 6 mars 2019, [https://www.elwatan.com/edition /contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019](https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019).

[xv] *Déclaration de l'Union Locale UGTA de la zone industrielle de Rouiba/Reghaïa* du 6 mars 2019, <https://www.algerie-eco.com/2019/03 /06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/>.

[xvi] Louïsa Dris-Aït Hamadouche, *L'abstention en Algérie : un autre mode de contestation politique*, *L'année du Maghreb*, 2009, p. 263. [xvii] Fatma Oussedik, *Un peuple de trois millions dans les rues des villes du pays : qui sommes nous ?*, *El Watan* du 7 mars 2019, <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[xviii] Omar Benderra, *Que reste-t-il de la gauche en Algérie*, *Assafirabi* du 27 novembre 2018, <http://assafirabi.com/fr/23427/2018/11 /27/que-reste-t-il-de-la-gauche-en-algerie/>.

[xix] Lénine, *La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")* : « La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

[xx] Hocine Belalloufi, *Algérie : d'une crise de régime à une crise politique*, *Contretemps*, 7 mars 2019, <https://www.contretemps.eu/algeriecrise-regime/>.

En complément. Quand tout change et rien ne change.

- Algérie: Lakhdar Brahimi présidera la conférence nationale - Reuters 12 mars 2019

Un diplomate chevronné, Lakhdar Brahimi, présidera la conférence chargée de faire des propositions sur l'avenir politique de l'Algérie après la décision du président Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un cinquième mandat, a dit une source gouvernementale mardi.

La conférence nationale doit réunir des représentants des manifestants qui défilent depuis trois semaines dans les grandes villes ainsi que des vétérans de la guerre d'indépendance.

Elle sera chargée de superviser la transition, de rédiger une nouvelle Constitution et de fixer la date des élections.

Lundi soir, Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, cédant à la pression de la rue, a annoncé qu'il renonçait à être candidat à l'élection présidentielle. Le scrutin qui devait avoir lieu le 18 avril a été reporté à une date non précisée pour l'instant.

Une nouvelle Constitution sera soumise à référendum.

Ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, 85 ans, a aussi été jusqu'en 2014 l'envoyé spécial de l'Onu sur le conflit syrien. Reuters 12 mars 2019

LVOG - Quand ils veulent nous faire croire que "le système" va disparaître.

- "Tout le système doit disparaître. Notre combat continue", déclarait l'un des manifestants, Noureddine Habi, 25 ans. Reuters 12 mars 2019

- Des messages relayés durant la nuit sur les réseaux sociaux appellent les étudiants à manifester mardi pour «la fin du système»

Abdelaziz Bouteflika renonce à briguer un 5e mandat. Dans un message à la nation publié par l'agence officielle APS, il précise que la présidentielle prévue le 18 avril est reportée. Elle aura lieu «dans le prolongement» d'une «conférence nationale» chargée de réformer le système politique et d'élaborer un projet de Constitution d'ici fin 2019. cnews.fr 12 mars 2019

LVOG - On pourrait presque en rire.

- Les opposants veulent avoir des représentants fiables et crédibles face à un pouvoir opaque et dominé par les militaires, très habile à diviser ses adversaires. Reuters 13 mars 2019

"Notre principal objectif est maintenant de rassembler le plus possible et de protéger le mouvement contre les infiltrations des partisans du système", a poursuivi l'un des dirigeants de la contestation, Fodil Boumala, un professeur d'université de 48 ans.

Pour lui, une période de transition de 18 à 24 mois sera nécessaire pour permettre la mise en place d'institutions nouvelles et légitimes. Entre-temps, un gouvernement intérimaire composé de technocrates devrait être formé, a-t-il suggéré.

Parmi les autres personnalités qui devraient porter la parole des manifestants figurent l'ancien Premier ministre Ahmed Benbitour, 73 ans, qui a démissionné en 1999 pour dénoncer la politique économique de Bouteflika, et Zoubida Assoul, 63 ans, avocate et dirigeante d'un parti politique, l'Union pour le changement et le progrès (UCP).

L'avocat et militant des droits de l'homme Mustapha Bouchachi, 67 ans, devrait également jouer un rôle de premier plan dans les discussions, dit-on dans les milieux d'opposition. Reuters 13 mars 2019

Un peu court, un peu léger.

Il y aurait une crise de la démocratie représentative nous dit-on. Qu'est-ce que cela signifie ?

La représentation directe serait préférable, mais comme en pratique elle est irréalisable, ses partisans se rabattent sur la représentation participative, qui n'est rien d'autre qu'une somme de positions individualistes où la conscience de classe est absente, qui consiste à l'arrivée à adopter des mesures compatibles avec l'existence du régime en place au lieu de le combattre pour l'abattre et reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales.

La crise de représentativité expriment la crise du mouvement ouvrier, trop corrompu par le capitalisme pour être en mesure d'incarner les intérêts collectifs des exploités et des opprimés.

C'est de ce constat dont on devrait partir, au lieu de parer le mouvement ouvrier de vertus qu'il a abandonnées ou exiger qu'il réalise l'unité. Il n'y a que les sourds et les aveugles de nos jours pour refuser de l'admettre ou il faut être d'une mauvaise foi sans fond. On ne pourra rien construire ou reconstruire pour aller de l'avant sur des bases pourries, sur la base de mensonges ou de dénis.

Lu dans un article.

- *"L'autre camp ne se bat pas avec les faits, c'est ce qui fait notre force. Ils disposent d'argent, de larges audiences, mais nous, nous disposons des faits. Il nous faut juste les divulguer."*

LVOG - Et après ? Rien ! Quand la révélation des faits ne s'inscrit pas dans une perspective politique, une stratégie politique, cela ne sert strictement à rien ou tout reste à faire. Les faits, tout le monde les connaît amplement, et pourtant cela ne se traduit pas en terme de mobilisation contre le régime. La question est de savoir pourquoi, qu'est-ce que cela signifie.

Encore une réflexion sur la situation.

Tant que le régime s'efforçait de maintenir les apparences trompeuses d'une démocratie en partageant le pouvoir avec ses opposants institutionnels ou parlementaires, en accordant des mesures à la marge pour certaines catégories de travailleurs ou en perpétuant leurs statuts privilégiés, tout en ménageant les classes moyennes à coup de niches fiscales ou autres avantages en nature en échange de leur soutien, chacun jouait le jeu et y trouvait son compte et les moutons étaient bien gardés.

La banalisation de la démagogie ordinaire faisait office de gouvernance et remplissait parfaitement sa fonction. Le consensus légendaire ou la collaboration de classes normalisée et le rôle interchangeable établis entre les différents acteurs de cette comédie fonctionnait à merveille. Bien peu d'entre eux s'attendent à ce que cette partition si bien réglée soit remise en cause, jusqu'au jour où l'oligarchie financière anglo-saxonne décida de siffler la fin de la récréation pour passer à l'offensive tout azimut contre le prolétariat mondial sur fond de crise du capitalisme devenue permanente, et pratiquement sans expédient ou privé de la possibilité de recourir au plus classique et extrême d'entre eux devenu trop dangereux, la guerre mondiale, pour éviter que l'ensemble du système économique ne s'effondre et en profiter pour se refaire temporairement une santé, relancer ensuite un nouveau cycle du capital, démarche devenue illusoire ou sans effet durable, si bref ou éphémère, bien en-deça de ce qui serait nécessaire pour satisfaire les besoins colossaux des capitalistes et de la population mondiale toujours exponentielle...

Bref, il était indispensable de saisir l'occasion qu'ils détenaient dorénavant pratiquement la totalité des leviers du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et que le mouvement ouvrier ne s'était jamais remis de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme pour frapper un grand coup et mettre un terme à cette mascarade nommée représentation démocratique au profit de régimes autoritaires, pendant que la planche à billets suppléerait à tous les avantages qu'ils auraient pu tirer d'une guerre mondiale.

Dorénavant, ils entendaient gouverner sans partage sur les plans politique et économique en plaçant à la tête des Etats ou des Parlements des partis qu'ils auraient créés et formaté pour appliquer à la lettre leur stratégie, étouffant, censurant ou réprimant violemment toute contestation à leur régime tyrannique. Mais en procédant de la sorte n'alliaient-ils pas prendre le risque qu'elle se radicalise et se cristallise pour ouvrir la voie à une révolution prolétarienne et socialiste ? C'est ce qu'on peut effectivement imaginer théoriquement, mais en pratique cette menace n'existe pas à l'heure actuelle, puisqu'aucun parti ouvrier reposant sur le marxisme n'inspire confiance aux masses, pas même aux éléments les plus évoluées ou déterminées d'entre elles.

L'avant-garde du mouvement ouvrier demeure disloquée pour n'avoir pas su apprécier le tournant de la situation mondiale et l'évolution du capitalisme à partir du début des années 70, où figurait déjà les prémices des développements économiques et politiques à venir ou qui allaient conduire à la situation actuelle. A aucun moment ses dirigeants ne furent capables de prendre la mesure des profondes transformations qu'allaient connaître les classes, le capitalisme, la société en général. On en veut pour preuve qu'ils ont continué invariablement à tenir les mêmes discours, ce qui a contribué à les couper encore plus des masses. Ils n'ont pas compris ou ils ne veulent pas comprendre, qu'on ne s'adresse pas de la même manière ou qu'on ne peut pas avoir les mêmes rapports avec des ventres vides et des ventres pleins, des têtes vides et des têtes pleines et mal remplies, autrement dit qu'on n'est plus au début du XXe siècle !

Si les classes et les rapports entre les classes n'ont pas changé fondamentalement, ils ont évolué, ils ne se présentent plus de la même manière, et la manière dont les exploités les perçoivent ou perçoivent leur condition ne sont plus les mêmes. C'est cela qu'ils refusent obstinément d'admettre en s'accrochant désespérément à une conception de la lutte de classe devenue par bien des aspects obsolètes ou impuissantes pour gagner des travailleurs au socialisme, les organiser, en faire des travailleurs et des militants conscients du processus dialectique matérialiste et historique.

Si le capitalisme a évolué et est plus exigeant que jamais, il en est de même de son pendant, les travailleurs, dont la plupart se sont adaptés finalement au capitalisme et à leur condition, tant qu'ils arrivent à s'en sortir ou en tirent certaines satisfactions, que l'on peut juger désuètes, éphémères ou ridicules, à raison dans bien des cas. Mais la question n'est pas la manière dont nous les percevons, mais celle dont eux les perçoivent. On commet trop souvent l'erreur de considérer leur condition en faisant abstraction de la manière dont ils l'interprètent ou vice versa, en devisant à l'infini sur l'idée qu'ils en ont en s'écartant de la réalité, ce qui se traduit par une incompréhension réciproque, alors qu'il faut les aborder et les traiter ensemble pour que leur niveau de conscience progresse. Pourquoi les travailleurs réagissent-ils ainsi, quelle est leur condition, ces deux questions sont inséparables. Dans les discours qu'on leur propose l'un ou l'autre de ces facteurs est systématiquement absent, sous-estimé ou surestimé quand il n'a pas lieu de l'être ; car on doit évidemment concevoir que selon les circonstances l'un ou l'autre l'emporte ou demeure en retrait et doit être traité en conséquence.

N'allez pas commettre la terrible méprise de croire que je serais en train de faire du Mélenchon, car en réalité tout nous oppose.

Effectivement, je me souviens que durant sa campagne électorale de 2016-2017, il martela qu'il était indispensable que le niveau de conscience des masses progresse pour pouvoir changer de politique, ce qui est exact, à ceci près qu'il allait lui donner un contenu purement électoraliste ou parlementariste, réformiste, bourré d'illusions, en faisant croire qu'il serait possible d'adopter des réformes sociales sans toucher aux fondements du capitalisme dans le cadre des institutions en place, ce qui serait évidemment impossible, niant au passage la crise du capitalisme et la crise politique qui en découlerait, puisque la réaction se mobiliserait pour s'y opposer, ce qui le conduisit à la fin de sa campagne électorale à modérer son discours, à se renier même, et à ne plus proposer que des mesures compatibles avec le capitalisme et l'Union européenne de manière à brasser le maximum d'électeurs précédemment acquis au PS, il dut estimer que pour rassembler le maximum de voix sur son nom et son programme, il valait mieux pencher à droite qu'à gauche, perdre des voix à l'extrême gauche serait largement car compensées par celles qu'ils récupèreraient du côté des classes moyennes et des couches de la classe ouvrière les moins enclines à remettre en cause l'existence du régime.

En conclusion, nous étions en présence d'un bonimenteur, qui, constatant que le réformisme avait fait son temps ou épuisé toutes ses cartouches, à blanc, car n'ayant jamais menacé l'existence du capitalisme, et que par conséquent les partis dont c'était l'unique capital étaient désormais rejetés ou laminés, le PS et le PCF, refusant de se situer sur le plan du socialisme, il ne lui restait plus qu'à tenir un discours aux apparences radicales conforme à celui que voulaient entendre ses électeurs potentiels en parant le réformisme de vertus qu'il n'a jamais eu, ni vu ni connu je t'embrouille et le tour était joué. Autrement dit, chacun aura compris que son intention du départ de contribuer à l'élévation du niveau de conscience des masses n'avait pas d'autres objectifs.

Il expliquera que pour avoir une chance d'être élu, il ne pouvait pas procéder autrement, parce que les électeurs ou les masses n'étaient pas en mesure d'adopter le socialisme ou n'étaient pas préparés pour rompre avec le capitalisme, les institutions et l'UE, ce qui signifiait ou constituait l'aveu qu'il était prêt à gouverner pour le compte des capitalistes ou qu'une fois élu il aurait totalement capitulé ou n'aurait jamais appliqué la moindre mesure contenue dans son programme, hormis peut-être celles qui étaient compatibles avec le capitalisme pour peu que les tenants du régime lui permettraient. Qu'il ait été élu ou non, cela n'aurait absolument rien changé pour les masses.

Cela signifie que son alignement sur les illusions des masses aurait été totalement inutile, quelles que soient les explications qu'il aurait fournies, la preuve aurait été apportée que rien ne pouvait justifier l'argument selon lequel il fallait ménager les masses et leur tenir un discours modéré pour ne pas les effrayer, sinon pour les tromper et faire gagner du temps au capitalisme dont il était un des représentants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je n'ai pas appelé à voter pour lui.

Tout cela peut paraître bien compliqué ou plutôt très tordu, ces gens-là sont ainsi faits, mais en fait c'est très simple à comprendre. C'est un peu comme les salariés qu'on aura conduit à accepter de voir baisser ou bloquer leurs salaires, soi-disant pour sauver l'entreprise qui les emploie ou leurs emplois, pour finalement un ou deux ans plus tard être tous licenciés. Qu'auront-ils obtenu ? Rien. Quel enseignement tireront-ils de cette expérience ? Aucun. Ils auront accepté des sacrifices pour au bout du compte voir leur vie brisée dans certains cas ou se retrouver face à des difficultés matérielles extrêmes. On nous rétorquera peut-être que cela ne signifiait pas pour autant que ces travailleurs auraient accepté le sort qui leur avait été réservé, où aurais-je affirmé le contraire, nulle part, j'ai seulement voulu montrer à quoi conduisait cette conception de la lutte de classes. En revanche pour le capitalisme, la vie continuera comme avant.

Où se situe le problème politique ? Dans le renoncement à affronter le capitalisme, à ne rien lui céder et au contraire à capituler sans cesse et sans cesse, ce ne sont pas les prétextes qui manquent.

A défaut d'élever le niveau de conscience de classe des masses en la situant exclusivement sur leur terrain de classe, je ne parle pas de l'amener au niveau du socialisme, Mélenchon se destinait à la manipuler pour le compte des capitalistes.

Qu'est-ce que la novlangue ?

La rhétorique des imposteurs, des despotes aux intentions inavouables qui avancent masqués, des psychopathes enragés qui ont pour ennemi la civilisation humaine.

La novlangue ou nouvelle langue est celle pratiquée par Macron et les médias. Elle a été décrite par G. Orwell dans 1984. Elle est destinée en priorité aux classes moyennes et aux intellectuels, pour qu'ils ne leur viennent pas à l'idée de s'allier avec le prolétariat pour renverser le régime en place.

La destruction des mots doit servir à empêcher la pensée de pouvoir se structurer, donc d'acquérir une certaine liberté d'interprétation de la réalité, ou pire, un esprit critique. Et dès lors que cette connaissance ou cette faculté vous fait défaut, vous ne pouvez plus agir librement, vous ne pouvez pas discerner le vrai du faux, le bon du mauvais, le bien du mal, l'utile du nuisible, le meilleur du pire, du coup vous vous retrouvez totalement à la merci de ceux qui le savent et vous gouvernent.

L'appauvrissement du langage entraîne une régression de la civilisation humaine qui est souhaitable, puisqu'elle coïncide avec la désagrégation de la société qui caractérise le stade ultime de l'exploitation de l'homme : le néolibéralisme ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

En voici quelques applications.

- « Celui qui a le contrôle du passé, disait le slogan du Parti, a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé. »

Cela s'appelait « Contrôle de la Réalité ». On disait en novlangue, double pensée.

Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Il existait toute une suite de départements spéciaux qui s'occupaient, pour les prolétaires, de littérature, de musique, de théâtre et, en général, de délasserment. Là, on produisait des journaux stupides qui ne traitaient presque entièrement que de sport, de crime et d'astrologie, de petits romans à cinq francs, des films juteux de sexualité, des chansons sentimentales composées par des moyens entièrement mécaniques sur un

genre de kaléidoscope spécial appelé versificateur. Il y avait même une sous-section entière – appelée, en novlangue, Pornosex – occupée à produire le genre le plus bas de pornographie.

– Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

– Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire.

– La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux ? Pas du tout ! Nous détruisons chaque jour des mots, des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'année 2050.

LVOG - En France de nos jours le dictionnaire comporte toujours plus de mots, mais les Français en emploient et en comprennent de moins en moins.

– C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui n'est que le contraire d'un autre ? Les mots portent en eux-mêmes leur contraire.

En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera couverte par six mots seulement, en réalité un seul mot.

Vous ne saisissez pas la beauté qu'il y a dans la destruction des mots. Savez-vous que le novlangue est la seule langue dont le vocabulaire diminue chaque année ?

– Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

LVOG - Je crois qu'on y est déjà si j'en juge par la difficulté à se faire comprendre. Je ne sais pas, j'ai l'impression que les gens se foutent de ce qu'ils lisent ou cela ne les intéresse pas d'en savoir davantage, du coup cela ne leur servira à strictement rien. Je me demande s'ils sont encore capables ou non de se concentrer sur un sujet pour être continuellement en train de passer d'un truc à un autre ou tellement ils sont sollicités, à quel moment prennent-ils le temps de prendre du recul pour réfléchir.

Hier, je n'ai pas ouvert l'ordinateur de la journée et je ne me suis pas connecté à Internet, mais quel bonheur, quel moment de détente ! Du coup ce matin je me suis levé à 3h30, les idées se bousculaient dans ma petite tête et je ne voulais rien en perdre, deux jours auparavant j'étais littéralement épuisé, vidé, j'avais tout donné dans la dernière causerie. Ah la vieillesse ! Il va falloir que je m'y habitue, tous les jours vers 21h je tombe de fatigue, il faut dire que je n'arrête pas une seconde de la journée et avec 40°C à l'ombre cela n'arrange rien. Quand je lis un article, si cela ne déclenche pas chez moi une réflexion, c'est que le cerveau ne répond plus et vaut mieux que je fasse autre chose ou que j'aie dormi. Et puis cela m'énerve, ce n'est pas normal, mais bon devenir vieux c'était inévitable !

– Sauf..., commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit. Il avait sur le bout de la langue les mots : « Sauf les prolétaires », mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire. – Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

LVOG - La liberté aura été abolie mais pas l'esclavage comme on est parti.

Etonnante prévision ou prophétie en train de se réaliser à grande vitesse.

Aujourd'hui beaucoup de gens font la chasse aux sorcières aux gros mots, tenez, prophétie, voilà que cet abruti de Tardieu (l'auteur de ce portail) se prend pour un prophète vont penser certains ! Et c'est vrai que j'en suis arrivé à éviter certains mots, si j'ai employé celui-ci, c'est par ce qu'Engels l'a utilisé à cinq reprises dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* : Je ne me suis pas avisé de supprimer dans le texte les nombreuses prophéties, en particulier celle d'une révolution sociale imminente en Angleterre, que m'inspirait alors mon ardeur juvénile (page 162 version électronique). Là il était synonyme d'imaginer et non de vœu ou d'un exercice de divination ou mystique.

L'universalisation de l'anglais s'inscrit dans cette perspective, avec un millier de mots ou à peine plus vous devenez anglophone. Au passage, je ne m'exprime pratiquement plus jamais oralement en français, je n'emploie que le tamoul et l'anglais, sauf avec mon épouse au téléphone.

Exercice de novlangue par Christophe Castaner

- «Il ne faut pas inverser la charge de la preuve. Je ne connais pas de policiers ou de gendarmes qui attaquent les manifestants».

LVOG - 392 gilets jaunes sont en prison, 22 ont perdu un œil et 5 une main. legrandsoir 15.02

En balade mercredi à Besançon, il n'a pas résisté à l'occasion d'exprimer une nouvelle fois sa haine des Gilets Jaunes après qu'une poignée eurent tenté de s'approcher du ministre : J'ai « croisé quelques abrutis sur le chemin, qui pensent que mettre en cause la police est un geste militant ». Cinq personnes ont été interpellées pour des faits d'outrage et de rébellion, selon la préfecture. sputniknews.com 13.03

Le régime de Macron est une démocratie et non une dictature que voulez, gare à ceux qui s'aviseraient de le contester, par Attali évidemment.

Exercice de novlangue par Jacques Attali, idéologue sioniste de l'extrême-centre néolibéral et fasciste.

- On manifeste ? Bien ! Et après ? - Lexpress.fr 13.03.2019

Les citoyens sont dans la rue en France, en Algérie, au Venezuela (Pas en France ! - LVOG). Comment répondre à leurs revendications en démocratie comme en dictature. (D'emblée il commence par un amalgame. - LVOG)

Dans ce monde chaotique, fou, violent, où un nombre incroyable de paramètres interfèrent pour former une situation sans cesse fluide, incertaine, la plupart des gens ont renoncé à prévoir quoi que ce soit (C'est bien le but de la stratégie du chaos néolibérale. - LVOG). Et, en particulier, il est difficile de prévoir le résultat final des manifestations en cours dans des pays aussi différents que la France, l'Algérie ou le Venezuela. (Tiens, il se souvient qu'il y a des manifestations en France, pour mieux cautionner Macron plus loin, normal. - LVOG)

D'abord, évidemment, la première est une démocratie, avec bien des lacunes, certes, mais une démocratie (A force d'accumuler des "lacunes", la quantité se transforme en qualité et la France est devenue ouvertement une dictature. - LVOG) ; alors que les deux autres ne le sont pas (Bien que les chefs d'Etat algérien et vénézuélien aient été élus avec un pourcentage en voix supérieur à sa créature immonde, Macron. - LVOG). Ce qui devrait conduire à des résultats radicalement différents : dans une démocratie, il n'appartient pas à une manifestation de renverser un gouvernement. (Donc, si c'est l'objectif des manifestants, c'est que ce n'est pas une démocratie ! - LVOG)

Donc, en France, la réponse aux manifestations est d'abord dans les urnes, aux dates prévues pour cela (Peu importe que Macron soit le produit d'une supercherie. - LVOG). Et il appartient au gouvernement français de créer les conditions pour que la sortie du "grand débat" y prépare (Merci, on l'avait compris! - LVOG). Sans craindre de décevoir, car on connaît à l'avance, quelles que soient les décisions qui seront annoncées, les réactions des uns et des autres : certains applaudiront, d'autres crieront que ce n'est pas assez, d'autres encore répéteront que seules de nouvelles élections présidentielles, ou un changement de Constitution, satisferont leur appétit de pouvoir. Tout cela est déjà écrit et ne doit pas influencer sur la volonté d'un gouvernement légitime d'appliquer le programme pour lequel il a été élu. (Au moins cela a le mérite d'être clair et net. - LVOG)

Qu'on m'entende bien : bien des aspects du programme de ce gouvernement ne me conviennent pas. Il y manque à mon avis de très nombreux éléments de justice sociale et environnementale. (Pure hypocrisie. - LVOG) Mais, il n'empêche, ce gouvernement a été élu légitimement (Macron a été élu par une minorité, donc il est illégitime. - LVOG) ; il est en droit d'appliquer son programme. (Même s'il est rejeté par l'immense majorité. - LVOG) Et s'il peut l'amender pour entendre les colères justes qui se sont exprimées ces derniers mois, ce serait encore mieux. (Au conditionnel, cela n'a aucune valeur ou cela n'a jamais été dans l'intention de Macron et d'Attali. - LVOG)

Dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature (Non, c'est une dictature encore plus puissante ou extérieure [américaine, britannique, française, européenne] ou une nécessité économique, suite aux conséquences désastreuses de sa politique après que l'opposition ait été féroce réprimée ou physiquement liquidée [Espagne, Chili, Argentine, etc.]. - LVOG)

Tandis que, dans une dictature, la rue peut, doit renverser le régime et imposer la démocratie. (En Israël par exemple. - LVOG) Elle doit, mais elle y réussit très rarement. (En revanche, il arrive assez souvent que des fascistes soutenus par Attali et l'oligarchie anglo-saxonne manipulent "la rue" pour renverser le régime en place, au Brésil par exemple. - LVOG)

D'abord, il faut se souvenir que, dans bien des cas, ce n'est pas la rue qui a fait tomber une dictature. Ce n'est pas la rue qui a mis fin à l'Union soviétique, mais les décisions de Gorbatchev ; ce n'est pas la rue qui a mis fin à la dictature hitlérienne, mais les armées alliées d'alors. (Toutes les bonnes choses ont une fin ou il faut passer à autre chose vous diront les banquiers, cela tombe bien, Attali en est justement un ! En Ukraine, ce n'est pas "la rue" qui a renversé le régime en place corrompu, mais un coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis patronnés par vos amis de l'UE et Soros, pour instaurer la démocratie, cela va de soi ! - LVOG)

Ensuite, il faut se souvenir que, quand la rue ou des armées étrangères terrassent une dictature, cela peut produire le pire, comme ce fut le cas en Egypte, en Irak et en Libye. (Armées étrangères qu'il a soutenues, personne ne l'a oublié. - LVOG) Et, antérieurement, en Europe de l'Est, quand Staline y a remplacé Hitler. (Hitler dont l'entreprise fut financée par vos amis banquiers ou oligarques, là aussi impossible de le nier. Quant à Staline, vous avez été bien content de le trouver pour faire le sale boulot à votre place au nom du communisme. - LVOG)

Au total, qu'il s'agisse de manifestations dans une démocratie ou dans une dictature, le résultat est d'autant plus heureux que ceux qui ont le pouvoir, ou le prennent, ont une idée claire, réaliste, démocratique, de ce qu'il convient de faire pour répondre à la colère de leur peuple, en respectant les points de vue minoritaires. (Nous y voilà, l'essentiel c'est que la minorité des exploités soit servie, sa conception de la démocratie, tout est dit ici. - LVOG)

Et bien des révolutions ont avorté pour n'avoir eu comme seule ambition que le départ d'un tyran. (Heureusement, imaginez un peu qu'elles s'en soient prises à la minorité qui détenait le pouvoir économique

! - LVOG) Il est donc urgent, partout où la colère gronde en ce moment (et peu de pays en sont exempts), de préparer une réponse démocratique, cohérente et complète à ces colères, sans pour autant oublier les enjeux du long terme, qui ne sont que trop rarement les sujets des manifestations : on ne s'occupera sérieusement du climat que quand des manifestations monstres mettront en accusation les entreprises qui polluent, les syndicats qui s'en désintéressent, les gouvernements qui s'en moquent. Et quand ceux qui aspireront à gouverner le feront au nom des générations futures. On en est encore loin. (Pure mystification. La question climatique est instrumentalisée tout comme les "générations futures" dont les uns et les autres se moquent éperdument au profit de l'hégémonie de l'oligarchie, leur unique préoccupation et celle d'Attali, son porte-parole. - LVOG) Lexpress.fr 13.03.2019

Quelques réflexions politiques

1- Avec l'ex-ministre de la police Sarkozy devenu président, on a assisté au début d'une révolution de type nationale socialiste que Macron LBD est chargé d'achever...

2- Ni en Tunisie ni en Egypte il n'y a eu de révolution parce que les régimes et les institutions sont demeurés en place...

3- En Algérie, les commentateurs et les différents acteurs politiques ont salué la "responsabilité" des manifestants qui ne s'en sont pas pris aux institutions, ouf !

4- Au Venezuela, Maduro a le choix entre finir comme Lula ou Allende ou avancer résolument vers le socialisme en appelant les masses à se soulever avec le soutien de l'armée pour exproprier et neutraliser l'oligarchie... Improbable.

Un Parlement à la solde de Washington contre un Président élu au suffrage universelle, un précédent existait en Macédoine.

Réseau Voltaire - Extrait. Le président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Gjorge Ivanov, a refusé de signer la dernière loi votée par son Parlement. En effet, celle-ci en application du Traité de Prespa porte, pour la première fois, l'en-tête « République de Macédoine du Nord » ; un traité qu'il rejette.

Le Traité de Prespa étant rejeté par les deux tiers de la population, les États-Unis l'ont fait ratifier par le Parlement dont ils ont, pour le besoin, manipulé la composition [1]. Il a alors été adopté et publié au Journal officiel, non pas sous la signature du président de la République, mais sous celle du président du Parlement, Talat Xhaferi, qui est albanophone et pro-US. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] « Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE », « La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne », Réseau Voltaire, 9 et 23 octobre 2018.

Etats-Unis : Un empire mafieux. Comment, vous en doutez ?

Réseau Voltaire - Extrait. Les États-Unis entendent ne plus considérer leurs alliés comme des protectorats. Par conséquent, ils leur demandent de payer le coût de leur protection, faute de quoi, ils se retireront. C'est ce qu'a annoncé le président Trump, le 17 janvier au Pentagone, qui a été présenté en février à l'Otan, mais n'a été rendu public que cette semaine. Une décision qui s'applique à tous les alliés, du Japon à l'Allemagne. Le problème, c'est que Washington demande également à ses alliés de s'aligner sur ses positions... comme ils le faisaient en tant que protectorats.

Il n'y a pas que la mafia qui demande une rançon en échange de sa « protection ». « Les pays riches que nous protégeons —a prévenu le président Donald Trump de façon menaçante dans un discours au Pentagone— sont tous avertis : ils devront payer notre protection ».

Le président Trump —révèle Bloomberg [1]— va présenter le plan « Cost Plus 50 » qui prévoit le critère suivant : les pays alliés qui hébergent des forces US sur leur territoire devront en couvrir entièrement le coût et payer aux USA un supplément de 50 % en échange du « privilège » de les héberger et d'être ainsi « protégés » par eux.

Il est en tous cas certain —prévoit un chercheur de la Rand Corp.— qu'avec le plan « Cost Plus 50 », les coûts pour les alliés « vont grimper en flèche ». On parle d'une augmentation de 600 %. Réseau Voltaire 12 mars 2019

[1] Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

Ils osent tout. En plein jour, en Europe, en Espagne, la CIA attaque une ambassade.

- Attaque mystérieuse d'une ambassade à Madrid : un lien avec la CIA ? - euronews 13 mars 2019

Les services secrets américains ont-ils un lien avec la mystérieuse attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid le 22 février dernier ? C'est ce qu'affirme le quotidien espagnol El Pais ce mercredi. Selon le journal, au moins deux des dix assaillants qui ont frappé et interrogé le personnel présent ce jour-là ont été identifiés et ont des liens avec la CIA.

Cette attaque est intervenu quelques jours avant un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Selon les sources citées par El Pais, l'objectif de cet assaut, "était d'obtenir des informations sur Kim Hyok Chol", le dernier ambassadeur de Corée du Nord en Espagne, devenu depuis l'une des personnes de confiance de Kim Jong Un et son émissaire pour les Etats-Unis.

Toujours selon El Pais, les dix hommes sont entrés dans l'ambassade avec des armes factices. Ils ont bâillonné et ligoté ses occupants et auraient ensuite dérobé des documents, ordinateurs et téléphones avant de quitter les lieux avec des véhicules de l'ambassade.

Les autorités espagnoles ont demandé des explications à la CIA, qui a répondu par la négative mais de façon "peu convaincante", conclut le quotidien selon qui les services secrets américains auraient agi "probablement en coopération" avec ceux de la Corée du Sud. euronews 13 mars 2019

Vous vous êtes enflammés pour le Brexit, et bien consommez-vous maintenant !

- La City face au Brexit : même pas peur ! - LePoint.fr 12 mars 2019

On annonçait un big bang, il n'en est (pour l'instant) rien. Londres compte bien profiter de la sortie de l'UE pour rester incontournable.

Si les arrogantes tours dédiées à l'argent et au pouvoir de la City pouvaient courber le dos et rentrer les épaules, elles feraient profil bas. À l'approche du 29 mars, la première place financière européenne, voire mondiale, ressemble à un cortège funèbre. Chaque semaine, les départs d'opérateurs prennent des proportions de plus en plus inquiétantes.

Le déménagement, le 6 mars, de Londres à Paris de l'Autorité bancaire européenne (ABE), dernier épisode en date, aurait pu inquiéter la City. Il n'en a rien été. « C'est une petite organisation liée à la zone euro, pas connue, dont l'unique mission sont les tests de résistance des banques. S'ils sont soumis à ces critères, au bout du compte, les établissements londoniens sont contrôlés par le régulateur local, la Banque d'Angleterre », souligne un observateur à propos de l'absence de réaction à la perte de quelque 200 emplois au profit de la rivale parisienne. En réalité, le « square mile » est un personnage à deux têtes qu'il ne montre jamais simultanément.

D'un côté, il y a le notable qui exprime publiquement sa frustration devant le blocage parlementaire, les divisions au sein de la majorité, la possibilité d'un divorce sans accord ou l'intransigeance de Bruxelles. En privé toutefois, quel que soit l'interlocuteur à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul, le discours est optimiste : Londres saura profiter à bon escient de la nouvelle course étincelante et orgueilleuse au grand large pour garder son leadership, non seulement européen mais global. Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne permettra à la City de décupler ses atouts traditionnels que sont l'avantage des fuseaux horaires, la langue anglaise, le droit coutumier, la souplesse de sa réglementation...(vous ne lirez pas la suite, elle était réservée aux abonnés du Point, et je n'en fais pas partie) LePoint.fr 12 mars 2019

Mystification. Leur humanisme est la politesse des salauds...

En famille. Ils ne savent plus quoi inventer pour cautionner les institutions de la Ve République.

- Conflit au Yémen: les députés Insoumis réclament une commission d'enquête - AFP 14 mars 2019

Le groupe des députés Insoumis plaide pour une commission d'enquête parlementaire sur "l'implication de la France"... AFP 14 mars 2019

- Grand débat: Un "stage de pauvreté obligatoire pour les élus" proposé - Le HuffPost 12 mars 2019

Quelle ignominie !

- Accord européen pour protéger les lanceurs d'alerte - Reuters 12 mars 2019

Traduire: Pour dénoncer les lanceurs d'alerte !

- Droits humains: Washington épingle ses adversaires mais ménage certains alliés - AFP 14 mars 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a choisi d'épingler la Chine et l'Iran en présentant mercredi son rapport annuel sur les droits humains dans le monde, tout en se montrant conciliant avec d'autres mauvais élèves au nom des "intérêts des Etats-Unis".

Cette année, un petit glissement sémantique a sauté aux yeux des observateurs: le Golan syrien n'est plus présenté comme un territoire "occupé par Israël" mais uniquement "contrôlé" par l'Etat hébreu. L'an dernier déjà, la section consacrée auparavant à "Israël et les Territoires occupés" avait été renommée "Israël, Golan, Cisjordanie et Gaza". AFP 14 mars 2019

Droits humains : Cela existe aux Etats-Unis ?

Macron démission sans «délai raisonnable» : Tout de suite !

Algérie : Macron appelle à une transition «dans un délai raisonnable» - Le Parisien 13 mars 2019

Élection présidentielle en Algérie : "La rue a fait reculer tout le monde" - Franceinfo 13 mars 2019

LVOG - C'est bizarre, en Algérie ils sont des millions à descendre dans la rue mais pas en France. En France la majorité doit avoir de bonnes raisons de vouloir conserver le régime en place... ou de mauvaises, chut, c'est un sujet tabou ! Se rendent-ils compte qu'ils ont les mêmes tics qu'à LREM ou BFMTV ?

Manipulation des consciences. Comment ça marche ?

Si la Syrie est en ruine, c'est de la faute d'Assad, et si c'est le chaos au Venezuela, c'est de la faute de Maduro.

- Après huit ans de guerre, Assad s'estime sauvé, mais la Syrie reste en ruines - AFP13 mars 2019

- Après la panne : le Venezuela sort de l'ombre, pas du chaos - AFP 14 mars 2019

Totalitarisme. Fabrication du consentement. Engagez-vous ! Où, dans la légion ? Non, avec LREM. Vous jouez sur les mots !

Quand ils se servent de l'école pour propager leur propagande.

Ces débats doivent permettre "de travailler à des propositions concrètes pour que les lycéens s'engagent", selon le Ministre de l'Education - Franceinfo 11 mars 2019

LVOG - Autre bizarrerie, il y en a qui n'arrêtent pas de nous bassiner avec l'intention de Macron (et avant lui Hollande, Sarkozy, etc.) de lier les organisations du mouvement ouvrier à la mise en oeuvre de sa politique, voire de participer à sa rédaction, mais quand ce sont plus largement les masses qui sont appelées à y collaborer, là ils sont muets comme des carpes !

Pacte scélérat ou corporatisme.

- Grand débat: le Cese préconise l'instauration d'un "pacte démocratique" - AFP 12 mars 2019

Le Comité économique, social et environnemental (Cese) a préconisé mardi l'instauration d'un "pacte démocratique", estimant que c'est "le processus d'élaboration des décisions qui est déterminant pour rétablir la confiance, autant que les décisions elles-mêmes", dans un avis destiné à dégager des réponses dans le cadre du grand débat national.

Cet avis rapporté par Dominique Gillier (CFDT) et Michel Badré (ancien président de l'Autorité environnementale) a été adopté en séance plénière en présence du Premier ministre Édouard Philippe et de plusieurs membres du gouvernement.

Le rapport préconise en particulier l'amélioration de la participation aux décisions. "La recherche d'un meilleur équilibre entre la démocratie représentative (...), la représentation des corps intermédiaires et l'avis de citoyens choisis au hasard en fait partie". Le Cese propose un débat institutionnel sur ce point après la fin du grand débat. AFP 12 mars 2019

Quand les syndicats participent aux opérations d'intoxication du régime. En faisant du zèle, s'il vous plaît !

- Un syndicat enseignant organise un nouveau "stage antiraciste" sur le "traitement des populations non-blanches" - Franceinfo 14 mars 2019

En 2017, des ateliers du même type organisés par Sud Education 93, dont certains "en non-mixité", avaient provoqué un tollé et une plainte du ministre de l'Education. Franceinfo 14 mars 2019

Blanquier à ces "syndicalistes" : Mes chers amis, vous en faites trop, calmez-vous sinon vous allez faire tout foirer...

Faites tomber les masques... du totalitarisme.

- Loi Anticasseurs: adoptée, au Conseil constitutionnel de se prononcer - AFP13 mars 2019

Interdictions préventives de manifester - mesure qui a cristallisé les critiques -, fouilles, délit de dissimulation du visage...

"le coeur du texte est le délit de dissimulation du visage" a souligné Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs LR.

"Ce texte ne comporte pas le début d'une once d'arbitraire", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, soulignant que "la justice reste l'ultime garant des libertés". AFP13 mars 2019

Pour te poursuivre plus tard, t'inculper, te sanctionner, voire t'envoyer en tôle, briser ta vie, il faut au moins qu'on ait ta belle gueule en photo ou en image.

La "justice", les tribunaux d'exception qui ont jugé arbitrairement et de façon expéditive des centaines de manifestants depuis le 17 novembre 2018. Nous exigeons l'annulation des poursuites et la libération de ceux qui ont été embastillés. La prison vous protège contre vous-même, vous y êtes en sécurité !

Les mains sales.

- Climat : le gouvernement veut montrer patte verte face à la contestation - Le HuffPost
- Européennes : le parti allié à LREM financé par le fabricant du glyphosate - Franceinfo

En complément.

- Pesticides : la justice reconnaît l'origine professionnelle de la maladie de Parkinson d'un ex-employé agricole - Franceinfo

Domage, trop tard !

- Marseille : le cannabis bientôt testé chez des malades de Parkinson - Le Parisien 11 mars 2019

C'est une première mondiale, annonce le professeur en charge de l'étude. Les effets du cannabis seront bientôt testés sur des malades de Parkinson, à l'hôpital de la Timone à Marseille (Bouches-du-Rhône). Une vingtaine de patients doivent participer à cet essai clinique qui visera à tester les effets du cannabis thérapeutique sur leurs symptômes, ceux de maladies neurodégénératives.

Cette étude est rendue possible par une récente annonce de l'Agence du médicament (ANSM) qui a indiqué en décembre souhaiter la mise en place d'une expérimentation du cannabis thérapeutique avant la fin 2019. Et le 13 février, le Parlement européen a voté une résolution sur la légalisation du cannabis thérapeutique. Autorisé dans une trentaine de pays dans le monde, le cannabis thérapeutique n'a cependant « jamais été étudié sérieusement pour Parkinson », selon le professeur Olivier Blin, directeur de Dhune, un programme de recherche sur les maladies neurodégénératives.

« La demande est venue directement des patients qui ont observé des améliorations de leurs symptômes en consommant du cannabis », a expliqué le professeur Blin qui est également chef du service pharmacologie de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM). Le Parisien 11 mars 2019

Commentaire d'un internaute

- "C'est un médicament sur lequel il n'y aura jamais de rupture de stock à Marseille, surtout pour les génériques."

LVOG - Et c'est moins dangereux ou nocif que la pollution en tous genres, la cigarette, l'alcool, les médias, les réseaux sociaux, la publicité, les instituts de sondages, les jeux vidéos, les ONG, les OGM, les somnifères, les antidépresseurs, les opiacés, les produits de l'agriculture et de l'élevage intensif ou issus des trusts agro-alimentaires bourrés de produits chimiques, de sel ou de sucre, etc.

Sans addiction et en le consommant modérément, il a pour vertu de favoriser la mémoire et la concentration, le développement intellectuel, de briser temporairement certains complexes ou blocages psychologiques, de combattre efficacement l'anorexie, d'apaiser les tensions, de mettre de bonne humeur ou de remonter le moral, de constituer un somnifère naturel sans accoutumance ou effets secondaires, c'est aussi un puissant aphrodisiaque. Cependant chez certains sujets il peut provoquer des crises de paranoïa ou d'hystérie qui disparaissent au bout de quelques minutes.

Il a comme inconvénient majeur de favoriser inconsciemment le narcissisme ou l'individualisme dans des proportions démesurées, qui peut conduire à faire abstraction de tout un pan de la réalité, celui qui présente des aspects négatifs ou désagréables, de telle sorte qu'il contribue à s'en accommoder au lieu de les combattre. Il pousse donc à la passivité ou à l'indifférence de l'orientation de la société. On comprend mieux ici pourquoi certains Etats le légalisent, et à mon avis d'ici quelques années il sera en vente libre dans de très nombreux pays, cette mesure étant destinée principalement à neutraliser la combativité de la jeunesse, sachant que la plupart des jeunes n'auront ni la sagesse de ne pas en abuser ni conscience du danger qui les menace, la principale menace étant évidemment la survie du capitalisme ou du système économique mafieux mis en place par l'oligarchie financière.

Bref, il n'a rien d'obligatoire et on peut très bien s'en passer. Sinon, il est fortement conseillé d'éviter de le consommer avec l'alcool, des psychotropes ou d'autres drogues. Son usage doit demeurer pour ainsi dire thérapeutique ou homéopathique, par exemple pour se détendre un peu quand on ne supporte plus le vieux monde pourri dans lequel on nous impose de vivre à défaut de pouvoir le liquider, tout en sachant qu'il ne disparaîtra pas de lui-même si on ne s'organise pas pour l'abattre.

Les paradis artificiels demeureront toujours des exutoires illusoire pour se débarrasser des maux qui nous accablent. Ils peuvent être utiles ou nuisibles selon l'usage qu'on en fait, tout est une question de mesure, de discernement, de maîtrise de ses actes et de leurs conséquences. En toutes circonstances on doit demeurer logique, lucide, c'est notre conscience politique, notre conscience de classe qui doit nous guider et rien d'autres. Je me souviens avoir lu quelque part que Marx et Engels ne rechignaient pas à lever le coude pour se détendre un peu, qui oserait leur reprocher, personne, n'est-ce pas ?

Du consentement au "renoncement".

- Grand débat: l'exécutif se donne un mois pour trancher - AFP 13 mars 2019

Emmanuel Macron devrait clore le grand débat à partir de la mi-avril, "en donnant les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre", selon Sébastien Lecornu, ministre coanimateur du grand débat.

Mais "il ne faut pas imaginer qu'un beau soir à 20H00, il y aurait une grande déclaration du président qui dirait devant le drapeau: "voilà, je vous ai compris, voilà les 4-5 choses qu'on va faire, fermez le banc, on passe à autre chose". Ca ne peut pas être ça", a prévenu mercredi le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand (LREM).

Le début d'année a vu s'effriter la mobilisation des "gilets jaunes", tombée à 28.600 personnes selon l'Intérieur le 9 mars. Mais sans faire cesser les manifestations des samedi, ni la crainte que les décisions post-grand débat ne déçoivent et réveillent la vague jaune.

"Imaginer qu'il serait possible de sortir du grand débat par une série d'annonces, de vérités révélées, c'est se tromper sur la nature même de l'exercice et sur la volonté même de ceux qui y ont participé", a averti mardi Edouard Philippe. Pour qui il faudra aboutir à un "compromis démocratique" avec "des choix, y compris sur des renoncements, y compris sur des choix difficiles".

Autre complexité: articuler la "sortie" du grand débat avec la campagne des élections européennes du 26 mai, source supplémentaire de tensions et d'attaques. AFP 13 mars 2019

A noter : Comment, mais c'est insupportable toutes ces "attaques"...

Soros vous informe.

- Les "fake news" massivement partagées par les gilets jaunes sur Facebook - euronews 3 mars 2019

On peut les voir dans les rues le samedi mais surtout sur les réseaux sociaux, tous les jours. Les gilets jaunes en font même leur principale source d'information et ne s'en cachent pas. Pourtant, les "fake news" s'y accumulent. L'ONG Havaaz a étudié le nombre de vues et de partage des 100 fausses nouvelles les plus virales sur des groupes et comptes Facebook liés aux gilets jaunes entre le premier novembre et le 6 mars.

Selon un sondage Yougov réalisé pour Avaaz, 87% des citoyens Français, Allemands, Italien et espagnols voudraient que les réseaux sociaux collaborent avec des vérificateurs de faits (Factuel, le Fact-Checking de l'AFP ou le Checknews de libération)

LVOG - Mais où voulaient-ils en venir ? Réponse à la fin de cet article.

Euronews - Russia Today tire profit du mouvement.

Si les gilets jaunes rejettent ce qu'ils appellent les médias "mainstream", Russia Today remporte tous les suffrages grâce aux vidéos des manifestations qu'elle diffuse. La chaîne d'information, financée par la Russie, accumule plus double des vues récoltées par le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde réunis. euronews 3 mars 2019

Le Huffington Post, Le Figaro, L'Obs et Le Monde, en fait tous les médias pratiquent la censure ou l'autocensure et cela commence à se savoir !

Le IVe Reich sera-t-il (américano)-franco-allemand ou Hitler et Pétain en avaient rêvé, et avant eux Thiers et Bismarck !

- Les députés donnent leur feu vert à la création d'une assemblée parlementaire franco-allemande - Franceinfo

Le titre est une provocation... mais ne manque pas de sens, historique, non ?

Venezuela

LVOG - Depuis l'électricité a été rétablie dans tout le pays.

- Le gouvernement de Maduro s'efforce de rétablir le courant dans l'Ouest - Reuters 14 mars 2019

Le gouvernement du président vénézuélien en exercice, Nicolas Maduro, s'efforçait mercredi de rétablir le courant dans l'ouest du pays alors que les pillages s'y intensifient.

Après une longue panne d'électricité la semaine dernière, le courant a été peu à peu rétabli dans plusieurs parties du pays, ce qui a permis de rouvrir le port de Jose, crucial pour les exportations pétrolières du Venezuela.

Le gouvernement Maduro accuse les Etats-Unis d'être à l'origine de cette panne, ce que Washington dément.

La Chine a proposé mercredi son aide au gouvernement de Nicolas Maduro et a estimé à son tour que la panne de courant était le résultat d'actes de sabotage.

Dans l'ouest du pays, où le courant n'a pas été partout rétabli, la population est confrontée à un regain de violences et à la multiplication des pillages, dans l'Etat de Zulia notamment.

Plus de 300 entreprises ont été saccagées dans l'Etat situé à la frontière colombienne, ont annoncé les autorités locales.

Dans la foulée de la série de pillages signalés dimanche, plusieurs entreprises ont décidé de solder leur stock de marchandises de peur d'être à leur tour victimes de violences. Reuters 14 mars 2019

LVOG - L'AFP s'est faite plus circonspecte, car l'accusation de sabotage a été prise au sérieux par plusieurs Etats.

AFP - La Chine a proposé son aide pour faire la lumière sur les raisons de cette panne, dont l'ampleur et la durée restent inédites dans ce pays pétrolier. Le président Nicolas Maduro y voit une attaque "cybernétique" fomentée par le ministère américain de la Défense et l'opposition.

Une thèse techniquement possible, selon les experts, qui la jugent cependant improbable et rappellent le manque d'entretien des infrastructures du pays.

Maduro a annoncé la création d'une "commission d'enquête présidentielle" pour laquelle il entend solliciter "l'aide de l'ONU, de la Chine, de la Russie, de l'Iran, et de Cuba, pays qui ont une grande expérience des cyber-attaques". AFP 14 mars 2019